



SCAN UT-67

AL

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 16 MAI 2017

mettant la société EVONIK en demeure de respecter
des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2015 (modifiant et complétant les dispositions
de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2004 autorisant l'exploitation des installations sur le territoire
de la commune de Lauterbourg)

Le Préfet de la région Grand Est
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1 et L.171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2015 modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté
préfectoral du 23 janvier 2004 d'autorisation,

VU la visite de contrôle de l'inspection des installations classées, en date du 19/12/2016 ;

VU le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées, en date du 13
avril 2017 ;

CONSIDERANT que le jour de l'inspection, il a été constaté que

- le suivi informatique de gestion des stocks n'était pas exhaustif : Le produit (NVP) n'était pas présent dans le stock, alors que le relevé des stocks indiquait la présence de 555 kg (type : blocked) et 992 kg (type : unrestricted) ;
- l'affichage dans la zone de stockage du Neodol 25 n'était pas conforme ;

CONSIDERANT que ces deux constats constituent des non-respects des prescriptions de
l'article 15.10 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2015 ;

CONSIDERANT qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le
préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai
qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRETE

Article 1^{er} : La société EVONIK OIL ADDITIVES FRANCE SAS dont le siège social se situe Usine de Lauterbourg Port du Rhin BP 79 - 67630 LAUTERBOURG, est mise en demeure de respecter sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

les prescriptions de l'article 15.10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2015 susvisé, reprises ci-après :

« Toutes substances ou préparations dangereuses entrant ou sortant de l'établissement sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications doivent être clairement apparentes.

Les stockages vrac et les zones de stockages en fûts et conteneurs, les stockages de produits intermédiaires sont clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles.

L'exploitant tient à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes et dispose des fiches de données de sécurité des produits prévus à l'article R 231-53 du Code du travail.

(...) »

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société EVONIK OIL ADDITIVES FRANCE SAS par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Lauterbourg.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


YVES SEGUY